



UNION EUROPEENNE

DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE EN REPUBLIQUE DU BENIN

**DOSSIER DE PRESSE A L'OCCASION DE LA CELEBRATION DE LA JOURNEE DE L'EUROPE
Cotonou, le 6 mai 2011**

COOPERATION UNION EUROPEENNE-BENIN

DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE AU BENIN

LE CADRE GENERAL DE LA COOPERATION

Dans le cadre de l'Accord de Cotonou qui est un véritable accord de partenariat et conformément au plan d'action de la stratégie Europe-Afrique, l'UE entretient un dialogue fructueux avec les pays d'Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) sur tous les enjeux mondiaux (politique, sécurité et stabilité, environnement...) et porte une attention accrue à des sujets tels que le changement climatique ou la sécurité énergétique. L'Union européenne est le premier partenaire au développement dans le monde et au Bénin.

L'Union européenne s'est en effet engagée à soutenir le Bénin dans sa stratégie pour la réduction de la pauvreté et ceci depuis les années 60, au lendemain de l'indépendance. **Elle demeure à ce jour, le premier partenaire au développement du Bénin avec une aide non remboursable de 377 millions d'euros soit 248 milliards de FCFA au titre du 10^{ème} FED** qui est en cours d'exécution.

La coopération technique entre l'UE et le Bénin va au delà du Fonds européen de développement (FED). En effet, des projets sont financés à travers des Facilités Eau et Energie, des appuis sur fonds régionaux et des financements thématiques en direction d'acteurs non étatiques ou d'organisations régionales sans oublier la Facilité Alimentaire dont le Bénin a bénéficié en 2009 après la crise alimentaire mondiale pour un montant de 13 Millions d'Euros soit 9 milliards de F CFA environ.

Un autre domaine de partenariat concerne le dialogue sur le Commerce qui est toujours resté franc et direct malgré la complexité de la négociation d' l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Afrique de l'Ouest négocié par la CEDEAO avec l'appui de l'UEMOA. Le pays et la zone ouest - africaine peuvent se féliciter de la reprise des réflexions sur les APE avec des progrès significatifs sur le chapitre concernant la coopération au développement.

Le partenariat entre l'Union européenne et le Bénin est dynamique et se renforce au fil du temps, il s'articule autour d'un dialogue politique et d'actions de coopération.

Actions de coopération

La contribution de l'Union européenne à la lutte contre la pauvreté au Bénin dans le cadre de la SCRP à travers les 9^{ème} et 10^{ème} FED se concentre sur le renforcement de la gouvernance, le développement des infrastructures et l'accélération de la croissance par l'appui budgétaire. En dehors de ces secteurs de concentration, l'UE appuie la société civile, la lutte contre la traite d'enfants, le secteur privé et l'environnement. Le 9^{ème} FED doté de plus de 205 milliards de FCFA (313 millions d'€) a été à ce jour totalement engagé. Le 10^{ème} FED doté de 377 millions d'euros soit 248 milliards de FCFA.

En 2010, l'Union européenne via le FED uniquement a engagé 26M€ (soit 17 Milliards de F CFA) et décaissé 93 M€ (61 milliards de F CFA) dont 48 millions d'euros (31, 5 milliards de FCFA) au titre des appuis budgétaires.

Les actions marquantes suivantes sont en cours dans les domaines suivants:

- **Justice:** Suite au Programme Intégré de Renforcement des Systèmes Juridique et Judiciaire (PIRSJJ- 9^{ème} FED) terminé en 2010, le projet 10^{ème} FED d'un montant de 4,5 millions d'€ sur une durée de 4 ans continuera le processus d'informatisation et de modernisation des processus juridiques et judiciaires.

La Commission a appuyé la préparation de la LEPI pour un montant de plus de 6,5 milliards de FCFA (10 millions d'€) à travers un panier commun alimenté par le Gouvernement et un certain nombre de partenaires au développement. Cet appui est complété par un abondement de 3 millions d'€ (soit environ 2 milliards de FCFA) destiné à accompagner la logistique des premières élections présidentielle et législatives utilisant la LEPI respectivement en mars et avril 2011.

- **Décentralisation et développement local:** La Commission européenne a accompagné le Bénin dans son processus de décentralisation à travers le Programme PACTE pour un montant de 10 milliards de FCFA (15 millions d'€) sur le 9^{ème} FED, appui porté à 30 milliards de FCFA (45 millions d'€) dans le cadre du 10^{ème} FED.

- **Appui budgétaire:** La Commission européenne continue à soutenir le Gouvernement du Bénin dans la mise en œuvre de sa SCRP à travers des appuis budgétaires couplés à un renforcement de la gestion des finances publiques. De 2004 à 2010 c'est au total près de 188 millions d'euros qui ont été décaissés au titre de l'appui budgétaire général.

Droits de l'homme: l'accent est mis sur l'amélioration des conditions de détention, le suivi des lois relatives aux droits de l'enfant, à l'assistance juridique, à la prise en charge des mineurs délinquants et à la vulgarisation des textes.

- **Infrastructures:** on peut citer le financement de la Route Parakou Bérébouay (142 km; Projet 10^{ème} FED de 63 MEUR (40 milliards FCFA); la Sortie Nord Ouest de Cotonou (Projet 9^{ème} FED de 40 MEUR (26 milliards FCFA); le désenclavement des Pistes Rurales (Projet 10^{ème} FED de 10 MEUR (6.5 milliards FCFA) engagé en 2010 et qui sera réalisé de manière conjointe avec l'ambassade du royaume du Danemark ; l'Entretien périodique du réseau routier classé (Projet 9^{ème} FED de 37 MEUR (25 milliards FCFA) qui a permis de financer 90% des travaux d'entretien périodique des routes classées depuis 2004 suivi d'un projet 10^{ème} FED de 25 MEUR (16 milliards de FCFA);

Egalement et grâce au programme régional du FED et à la Facilité Energie, le WAAP conduit des programmes d'électrification et de fourniture d'énergie bénéficiant au Bénin.

Gestion des finances publiques: Le projet d'Appui Conjoint à la réforme de la gestion des Finances publiques et de la Statistique (projet 10^{ème} FED de 12,05 MEUR soit environ 7,9 milliards de francs CFA) est en cours; la composante "Gestion des Finances publiques" du projet, mise en œuvre par l'Unité de Gestion de la Réforme au sein du Ministère de l'Economie et des Finances appuie la mise en œuvre du *Plan d'Actions pour l'Amélioration de la gestion des Finances Publiques, 2009 – 2013*. Trois Etats membres de l'UE, la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas, ont délégué à l'UE la mise en œuvre de leurs contributions au Plan d'Actions. La composante "Statistique" du projet, confiée à l'INSAE appuiera la mise en œuvre de la *Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS)*.

Appui au secteur privé: Un appui est en cours de formulation pour un montant de 15 MEUR soit 9,8 milliards de FCFA pour la période 2009-2013. Il portera sur l'Appui à l'amélioration du système de contrôle sanitaire des aliments; l'appui au développement du partenariat public-privé, l'appui au développement du secteur productif (appuis aux filières, formation professionnelle) et l'appui à la méso finance. Les principaux bénéficiaires des ces appuis seront des entreprises ou groupes

d'entreprises (Très Petites (TPE), Petites et Moyennes (PME). Ce projet devrait commencer au 1^{er} semestre 2012.

Instrument Facilité alimentaire: Destinée à 50 pays touchés par la crise et dotée d'un milliard d'euros pour trois ans (de 2009 à 2011). A ce titre, le Bénin a bénéficié d'une enveloppe de 18,4 MEUR (soit environ 12 milliards de francs CFA); un projet de la Banque mondiale d'appui au Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PUASA) de 6,8 MEUR (soit environ 4,5 milliards FCFA) qui vise à augmenter la production locale vivrière et 4 projets mis en œuvre par des organisations non gouvernementales (PROTOS, CISV, CIDR et Groupe Développement) et une agence de coopération (GTZ); en particulier dans le secteur rizicole ont été lancés le 15 avril 2010 (pour un montant de 5,8 MEUR soit 3,8 milliards FCFA) et dans l'élevage avec le projet multi-pays Bénin, Burkina, Mali d'appui à la productivité de l'élevage (PAPE).

Enveloppe B du FED: En parallèle, l'Union Européenne a également mobilisé au Bénin une enveloppe supplémentaire d'urgence du 10^{ème} FED d'un montant de 5,4 millions d'euros (soit 3,5 milliards FCFA) pour le projet d'appui à la filière riz (PAFIRIZ) mis en œuvre par la Coopération Technique Belge (2009-2012).

VFLEX

En 2009, suite à une évaluation conjointe de l'impact de la crise, le Bénin a été déclaré éligible au FLEX Vulnérabilité. Ceci a permis à l'Union Européenne de mobiliser une aide de 25 millions d'euros (soit 16,4 milliards F CFA) à travers son appui budgétaire. En 2010, un montant de 13 MEUROS a été mobilisé.

ECHO

Suite aux inondations de 2010, la Commission européenne a approuvé un montant total de 1.550.000 EUR du 10^{ème} FED en faveur d'actions d'aide humanitaire d'urgence au Bénin. A ce jour, les fonds mis à la disposition d'ECHO dans le cadre de ces inondations s'élèvent à 1.385.000 € répartis comme suit :

- UNICEF : 400.000 € pour le secteur de l'eau et de l'assainissement
- PAM : 385.000 € pour le secteur alimentaire (vivres)
- CARE : 600.000 € pour les secteurs "Abris" ; "Non Vivres" ; Eau et Assainissement et aide alimentaire.

Plusieurs Etats de l'UE (Belgique, Allemagne, Royaume –Uni, Irlande, Suède, Luxembourg) ont également contribué à l'aide aux sinistrés en 2010.

COOPERATION BENIN- REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Le Bénin est un bénéficiaire principal de la coopération allemande. La coopération bénino-allemande a commencé en 1960. En 2010 le montant total des engagements bilatéraux s'élève à 920 millions d'Euros. La coopération s'appuie sur les axes de développement de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRIP) afin d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et d'établir les trois priorités suivantes:

- **Décentralisation et développement communal**

Promotion de la politique nationale pour renforcer l'auto-responsabilité et la compétence communautaire relative aux services sociaux et attentifs aux préoccupations des citoyens.

- **Approvisionnement en eau/assainissement**

Ce programme contribue à corriger les carences d'approvisionnement en eau potable dans les régions rurales, semi-urbaines et urbaines.

- **Agriculture**

Support du développement de la stratégie agricole nationale, en même temps, encourageant la filière agricole (coton, noix de karité, noix de cajou, riz etc). La promotion inclut toutes les régions rurales, prenant en considération le changement du climat et la protection des ressources naturelles. En plus, l'aide à l'économie privée, notamment des projets organisés par des entreprises privées allemandes soutient la protection sociale des petits exploitants en Afrique («Aid by Trade» et «Cotton made in Africa»).

- **Education de base**

En plus, l'éducation de base est sujet d'une contribution allemande d'un montant de 19 millions d'euros dans le cadre de l'initiative «Fast Track Initiative Education» envisageant la construction d'infrastructures scolaires.

- **Approvisionnement en énergie**

Enfin, la coopération s'engage à assurer l'approvisionnement en énergie en contribuant à l'initiative «West African Power Pool» (initiative régionale).

- **Volontaires**

Depuis 2008 plus de 30 jeunes volontaires s'engagent dans des projets sociaux dans le cadre du programme des volontaires «Weltwärts» partout au Bénin.

- **Fondations politiques allemandes**

Les fondations politiques allemandes (Friedrich-Ebert-Stiftung, Konrad-Adenauer-Stiftung, Hanns-Seidel-Stiftung) jouissent d'une bonne réputation pour encourager la démocratie et la politique sociale.

COOPERATION BENIN- ROYAUME DE BELGIQUE

La Belgique et le Bénin sont partenaires depuis les années 80. La coopération gouvernementale se concentre sur 2 secteurs (santé et agriculture) dans l'Atacora-Donga et le Mono-Couffo. Il s'agit pour l'agriculture d'un appui institutionnel au MAEP et d'un appui à certaines filières et investissements agricoles. Pour la santé, outre l'appui institutionnel au Ministère de la Santé, les deux pays collaborent dans des programmes d'appui aux zones sanitaires.

La coopération bilatérale indirecte est exécutée via les ONG, l'Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Formation à l'Etranger (APEFE), le Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française (CIUF), les universités et institutions scientifiques belges, l'Union des villes et des Communes de Wallonie (UVCW) et l'Association de la Ville et des Communes de Bruxelles (AVCB).

Le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA) soutient plusieurs activités au Bénin pour les populations les plus vulnérables dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'adduction d'eau potable.

La Belgique contribue principalement au « core funding » des agences des Nations Unies. Il existe cependant quelques projets directement financés comme celui sur le dolique tubéreux (projet AHIPA) en collaboration avec le système national de recherche.

La Belgique délègue une partie de sa coopération au PNUD pour le processus électoral et à la Délégation de l'Union Européenne pour un Appui Conjoint à la Bonne Gouvernance dans les finances publiques.

Une autre source de financement inclut l'aide de Wallonie-Bruxelles International qui développe un nouveau programme en collaboration avec le Bénin.

La coopération militaire a fêté son dixième anniversaire en octobre 2009. Elle comprend des activités de formation en Belgique et au Bénin. Cette coopération a permis la formation d'une trentaine de marins béninois dans le cadre de la campagne "Maritime Capability Building" du navire de Commandement et logistique belge "Godetia" afin de renforcer la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, sécurité vitale pour le Port de Cotonou.

Les dépenses de la coopération civile belge au Bénin étaient de 20 millions € en 2010.

COOPERATION BENIN- ROYAUME DU DANEMARK

La coopération bénino-danoise est chaleureuse, forte et bien établie. Depuis l'ouverture de l'Ambassade Royale du Danemark à Cotonou en 1992, le Danemark a décaissé plus que 200 milliards de FCFA au Bénin. La politique de développement danoise, repose sur l'acceptation fondamentale que tous les individus sont nés libres et égaux, vise à réduire la pauvreté et promouvoir la croissance économique et par conséquent rendre possible l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Au Bénin, le Danemark se concentre actuellement sur les thèmes Education de base et formation professionnelle, Transports, Agriculture, Eau et Assainissement et la Bonne Gouvernance, dont un appui subséquent et systématique aux processus électoraux. Pendant des années, la coopération bénino-danoise a contribué, entre autres choses, à l'augmentation des écoliers enrôlés, au renforcement du système de transport en général et en particulier à l'amélioration du transport rural, à la création de l'Organe Présidentiel de Médiation et à l'émergence de meilleures conditions d'encadrement pour les agriculteurs béninois. Prenant en compte les résultats concrets déjà obtenus à travers une coopération forte avec le Bénin et autres partenaires techniques et financiers, le Danemark focalisera ses efforts de soutien au Bénin au cours des années à venir sur l'Education, le Transport Rural et la bonne gouvernance. Avec l'Union Européenne et les autres partenaires techniques et financiers, le Danemark concentrera ses efforts sur le renforcement de la coordination et l'appropriation du Bénin pour augmenter l'efficacité de l'aide au développement, comme prescrit dans la Déclaration de Paris et le Programme d'Action d'Accra. L'Union Européenne, elle-même un projet de démocratie et de coexistence pacifique, a un grand rôle à jouer au Bénin. Comme état membre, le Danemark soutient et félicite les efforts substantiels de l'UE, qui sont cruciaux pour le progrès, la croissance économique et le développement social.

COOPERATION BENIN – FRANCE

La coopération civile entre la France et le Bénin s'inscrit dans le cadre de trois grandes orientations du Document Cadre de Partenariat (DCP) pour la période 2006-2010 : 1) l'appui à la gouvernance démocratique et financière ; 2) l'atteinte des OMD en matière d'agriculture et sécurité alimentaire, éducation et infrastructures ; 3) l'enseignement supérieur, la recherche et la culture. Le montant total des engagements sur la période s'élève à 142 M€.

Ces actions sont mises en œuvre par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'ambassade de France, par l'Agence Française de Développement (AFD), ainsi que par l'Institut français.

L'AFD met également en œuvre une part de l'aide budgétaire de la France et soutient le secteur privé à travers des prêts ou des garanties. Le SCAC appuie en outre les actions de proximité, le secteur santé et le développement solidaire.

Le Service de sécurité intérieure de l'ambassade développe des actions de formation auprès des policiers et des gendarmes béninois (180.000 € en 2010) et met en place le Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité Intérieure au Bénin (PARSIB), d'un montant de 1,09 M€.

La Mission de Coopération Militaire et de Défense au Bénin propose des actions d'appui et d'expertise au profit de l'armée, organise des formations pour les cadres militaires et intervient dans la restructuration de l'outil de défense béninois (700.000 € en 2010).

COOPERATION BENIN- ROYAUME DES PAYS-BAS

Entre le Bénin et les Pays-Bas, il existe une coopération au service du développement depuis 1972. La coopération s'est intensifiée après la Conférence nationale de 1990, dès le début du processus de démocratisation au Bénin avec l'ouverture d'une Ambassade à 1994. Les dernières années la contribution des Pays-Bas au Bénin pour la lutte contre la pauvreté a été environ 30 millions

d'Euros soit 20 milliards de francs CFA par an (en 2010 même 31 millions d'Euros). Basé sur les déclarations de Paris et Accra et donc pour des raisons d'efficacité de l'aide, l'Ambassade concentre son aide décentralisée en 2011 sur les 2 secteurs suivants :

- L'Eau et l'assainissement (l'approvisionnement en eau potable, promotion de l'hygiène et de l'assainissement et gestion intégrée des ressources en eau) ;
- Le Développement économique : l'Agriculture et le Secteur Privé.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, l'Ambassade a depuis 2004 appuyé plusieurs programmes ayant comme objectifs de renforcer les institutions et acteurs sectoriels, d'améliorer l'accès durable et équitable à l'eau potable, de promouvoir l'hygiène et l'assainissement de base et de renforcer le cadre politique, juridique et stratégique pour une gestion améliorée et intégrée de ressources en eau. Chef de file depuis 2009, l'Ambassade joue d'ailleurs son rôle dans la coordination et l'harmonisation de l'ensemble des activités dans le secteur. Dans le secteur de l'agriculture l'ambassade vise à promouvoir le développement agricole et rural entre autres par le soutien à environ 150.000 producteurs/trices de coton à travers le projet PROCOTON et 30.000 producteurs/trices de riz, de maïs et d'ananas à travers le projet «intrants non coton ».

En outre, il convient de mentionner dans la rubrique « Développement économique » l'amélioration du climat des affaires par les instruments tels que le « PUM Experts seniors néerlandais » qui propose de l'assistance technique. A la demande d'un entrepreneur, le PUM peut mettre à sa disposition un expert senior. Le MMF est un programme destiné à faciliter les partenariats entre les entreprises néerlandaises et béninoises. Le PSI (private sector investment) est un programme de l'administration néerlandaise ayant pour objectif de soutenir des projets d'investissement innovateurs dans les marchés émergents de l'Afrique. Dans ce cadre, trois entreprises au Bénin ont bénéficié de cet appui.

Enfin, il y a aussi les contributions par le Gouvernement Néerlandais à des programmes de développement exécutés par des ONG néerlandaises (SNV, PLAN, ICCO, UICN, la Fondation Liliane etc.). La SNV, Organisation néerlandaise de développement, contribue aux efforts de développement du Benin en renforçant les capacités des organisations locales en offrant une combinaison d'expertises thématiques. La SNV intervient par exemple dans : l'éducation primaire, l'eau potable et l'assainissement, les énergies renouvelables avec un accent sur le biogaz. La SNV travaille aussi dans les domaines suivants: le Coton, les Oléagineux (Anacarde et Palmier à huile) et le Pastoralisme/Elevage.